

Le choix de la thématique de ce cahier a une histoire. Il est né de la conjonction de trois inspirations. Il y a un an, à l'occasion du dossier consacré à l'évolution des soins apportés aux usagers de drogues (n° 41, décembre 2006), le docteur Serge Zombeck constatait l'émergence d'un double phénomène depuis les années 2000 : la progression des polyconsommations concomitamment à celle d'une dérive sociale importante des usagers de drogues. Il reliait cette évolution avec une déliaison générale de la société. « En même temps que la consommation des drogues s'est « démocratisée », un certain nombre de dispositifs ou de structures protecteurs de la dérive sociale ne sont plus à l'œuvre comme ils l'étaient à l'époque » disait-il. « Les moyens de réinsertion, les marchés de l'emploi et du logement se sont à ce point tendus, la culture du dépassement, du frisson et de la réussite a pris une telle ampleur que de plus en plus de personnes en chute libre ou en voie de désinsertion, se prennent à s'intoxiquer secondairement mais avec violence et détermination et, a contrario mais de façon complémentaire, étant donné l'effilochage du filet social, davantage de gens qui s'intoxiquent de façon problématique risquent de se désinsérer douloureusement. »

Ce constat à la fois inquiétant et nuancé a raisonné de manière particulière à nos oreilles lorsque, dans le courant de l'année 2007, s'est constitué, au départ du travail de rue et des pratiques de l'équipe de l'asbl Dune à Bruxelles le projet joliment nommé « Réseau Nomade ». Anne-Françoise Raedemaeker décrit dans ce numéro comment cette initiative, pour développer un travail de réduction des risques, s'appuie à la fois sur les associations spécialisées et les collectifs d'usagers. Le réseau apparaît ici comme une ressource tant pour les professionnels de l'aide que pour les bénéficiaires, associés d'emblée aux démarches de soutien qui les concernent. Ne peut-on lire en cela une réponse inédite à la récente évolution des formes d'usages d'alcool et de drogues qui s'accompagne d'une montée de la précarité des usagers ?

La notion de réseau, particulièrement dans le domaine de la santé a fait l'objet d'un colloque en mars 2007. Alain Cherbonnier, à partir des actes de cette journée publiés comme numéro spécial de Bruxelles Santé, prolonge et met en perspective dans ce numéro ce recours à la notion de réseau qui s'affirmerait presque comme une mode dans le secteur social. Dans quelle mesure l'institutionnalisation (le financement public) ne conduit pas à perdre ce qui fait l'originalité et l'efficacité du travail en réseau ?

Ce numéro des Cahiers de Prospective Jeunesse est le fruit de la rencontre de ces trois interrogations. Pour l'explorer, nous avons poursuivi deux pistes. Le concept de précarité est ambigu. Certains le confondent et d'autres le distinguent de ceux de pauvreté, de misère ou d'exclusion. Luc Lefèbre, animateur de LST à Namur, dans une interview que, faute de place, nous publieront dans un prochain numéro, considère que la précarité se caractérise par une fragilité qui n'est pas seulement financière. La précarité est aussi la résultante de l'action de services d'aide institutionnalisés qui place les bénéficiaires dans une situation à la fois d'insécurité et de dépendance. L'article de Damien Favresse qui ouvre ce numéro présente une synthèse d'une étude interuniversitaire qui a identifié une série de modèles d'exclusion.

Comme nous le montre Christine Vander Borgh, les réseaux sont multifformes. Ils envisagent différemment le travail collaboratif. Ce texte de synthèse pose les conditions de sa réussite et inspirera tout qui envisage une telle démarche. Les réseaux sont des ressources tant pour les bénéficiaires que pour les intervenants sociaux. C'est aussi ce postulat qu'illustre les Relais sociaux urbains tel que celui de Verviers que présente ici sa coordinatrice, Anne Delvenne. Ici encore travailler en réseau est une réponse et une manière d'agir pour contenir l'augmentation de la précarité.

Etienne Cléda
Rédacteur en chef